

Les rapports entre musulmans et socialistes révolutionnaires ont souvent été problématiques. Il y a quelques années, en France, une violente controverse éclata dans le Nouveau Parti Anticapitaliste lorsqu'une femme musulmane, portant un hijab, a été désignée candidate aux élections régionales[1]. Pourtant, au début des années 1920, l'Internationale communiste avait une approche très différente de la question. Le congrès des peuples d'Orient de Bakou, en 1920, attira des centaines de délégués musulmans[2]. En 1922, Willem van Ravesteyn fit un rapport sur la « question orientale », pour le quatrième congrès de l'Internationale Communiste, dans lequel il écrivait :

Les peuples islamiques sont en position de pouvoir détruire le pont qui alimente l'impérialisme britannique. Si ce pont s'effondre, alors cet impérialisme s'écroulera également. Sa chute aura une résonance si forte dans l'ensemble du monde musulman et oriental que l'Empire français ne pourra survivre à ce souffle. La libération du monde islamique de toute forme de domination politique européenne, tout particulièrement en ce qui concerne les pays du Proche-Orient, est non seulement dans l'intérêt des peuples qui s'y trouvent, les paysans et ouvriers des territoires orientaux, pas encore sous l'emprise du capitalisme. Elle représente également un intérêt fondamental pour le prolétariat d'Europe occidentale et du monde entier[3].

L'année suivante, Trotsky argua en faveur d'une « attitude différenciée envers les Grand-Russes et envers le nationalisme musulman : vis-à-vis du premier, lutte sans merci, strict refus, spécialement dans les cas où celui-ci est représenté dans les sphères administratives et gouvernementales ; vis-à-vis du second — patience, attention, travail d'éducation méticuleux[4] ».

Mais que signifiaient de telles déclarations pour les militants musulmans au sein du mouvement communiste naissant ? Il peut être intéressant de se tourner vers l'histoire d'une figure désormais largement oubliée, Hadj-Ali Abdelkader. (Sur lequel il existe une biographie[5]). Il joua un rôle significatif dans les premières années du Parti Communiste Français (PCF) ainsi que dans la lutte pour l'indépendance algérienne.

Hadj Ali est né en 1883 dans un village, Douar Ouled Sidi Ouïs, à 23 km de la capitale de la province, Relizane, en Algérie. L'Algérie était une colonie française depuis 1830 et, en 1848, elle devint partie intégrante du territoire français. Mais les indigènes étaient, d'un point de vue légal, des sujets français et non des citoyens français. Ils étaient assujettis au Code de l'indigénat, qui imposait un ensemble de lois et de règles, et qui criminalisait même les plus petites formes d'insubordination. Celui-ci interdisait tout acte irrespectueux envers les autorités françaises, même hors service, ainsi que toute remarque visant à ébranler le respect dû aux autorités[6]. Les privilèges et droits liés à la citoyenneté française ne furent étendus qu'à une infime minorité d'indigènes.

Hadj-Ali est né dans une famille prospère de propriétaires terriens qui avait une bonne réputation dans la région et dont on disait qu'elle descendait d'un saint. Il est probable qu'il fut appelé ainsi en référence à l'émir Abdelkader, un leader de la résistance contre l'occupation française, qui mourut peu avant la naissance de Hadj-Ali.

À l'époque, l'offre éducative pour la population musulmane était très restreinte. Les Français parlaient beaucoup de leur « mission civilisatrice », mais, dans la pratique, ils avaient fermé de nombreuses écoles coraniques (qui permettaient à la plus grande partie

de la population d'être alphabétisée avant la colonisation)[7]. Selon une estimation, moins de 5 % des enfants algériens fréquentaient une école en 1870[8]. Hadj-Ali faisait ainsi partie de cette minorité relativement chanceuse qui avait droit à une éducation. Il fréquentait l'école coranique de son village et y apprit à lire et à écrire l'arabe. On dit qu'à l'âge de 10 ans, il pouvait réciter l'intégrale du *Coran* par cœur. Ayant grandi dans une zone agricole, il eut de nombreuses occasions d'observer et de participer à divers aspects de la vie agricole et il y acquit un respect pour le travail manuel[9].

Toutefois, les choses ont commencé à aller de travers pour sa famille. En premier lieu, son père mourut et son grand-père paternel s'occupa du garçon. Puis, à cause de la loi qui favorisait largement les colons européens, sa famille fut expropriée de 391 hectares du fait de dettes envers un usurier. Soudainement, la famille jadis prospère se trouva plongée dans la pauvreté. Le grand-père de Hadj-Ali refusait que celui-ci devienne un travailleur agricole, il l'envoya donc à Mascara, où il trouva un travail dans une quincaillerie. À 14 ans, il dut donc quitter son foyer et sa famille et bâtir sa vie de manière indépendante dans une grande ville[10].

Bien qu'il fût très mal payé par son employeur, il semblait être un ouvrier modèle. Il était ambitieux et était prêt à se sacrifier dans l'espoir de devenir lui-même employeur. En quelques années, il avait économisé assez d'argent pour louer des locaux et ouvrir sa propre quincaillerie. Il semble qu'il ait réussi et qu'il ait eu de nombreux clients. En servant les Européens, il commença à apprendre le français et à faire de grands efforts pour progresser.

Jusqu'alors, il n'y avait aucune trace de conscience de classe chez lui. Mais, à cause des infortunes de sa famille et de son expérience en ville, il prenait de plus en plus conscience de l'oppression nationale, il souffrait également de la domination française, spécialement en ce qu'elle s'exprimait sous la forme du Code de l'indigénat. Il devint extrêmement vindicatif sur ce point[11].

L'épisode suivant de sa vie demeure quelque peu obscur. En 1904, à l'âge de 20 ans, il se maria à une jeune femme de Mascara. Elle tomba enceinte ; mais lorsque leur fille, Maghnia, vit le jour, Hadj-Ali avait quitté sa femme et son emploi et était parti pour la France continentale. Il ne vit jamais sa fille et semble n'avoir jamais fait d'effort pour la rencontrer. Il n'y a pas d'explication logique pour expliquer l'échec du mariage, ou la raison pour laquelle il décida de venir en France[12].

En général, les Musulmans Algériens devaient obtenir une permission pour venir en métropole. Mais il profita d'une loi de 1905, qui exemptait les commerçants ayant licence des contrôles lors de leurs voyages. Il traversa la méditerranée, un périple de 48 h, et, arrivant à Marseille, prit le premier train pour Paris. Un nouveau chapitre de sa vie s'ouvrait. Le reste de sa vie, y compris ses remarquables activités politiques, allait se dérouler en France métropolitaine, bien qu'il n'ait jamais oublié son identité d'Algérien et de musulman.

Avant 1914, il y avait relativement peu d'Algériens en France métropolitaine. Hadj-Ali trouva rapidement du travail et fut colporteur pendant une courte période, ce qui avait l'énorme avantage de lui permettre de connaître la ville de Paris en détail. Mais, rapidement, il décida de revenir aux compétences qu'il avait acquises à Mascara, et devint vendeur dans une quincaillerie, où il resta quelques années. Il mena une vie de célibataire dans des hôtels tenus par des Algériens et mangea dans des restaurants algériens et, de cette manière, maintenait le contact avec ses compatriotes.

En 1911, il demanda la nationalité française et passa par toute la procédure légale pour l'obtenir. On ne connaît pas les raisons exactes de cette décision, qui pourrait sembler paradoxale étant donné qu'il était opposé à l'idée, alors très en vogue au sein du parti socialiste français, que l'émancipation des Algériens passerait par l'assimilation à la population française. Il pensait que cela engendrerait la disparition de la nation algérienne. Cependant, selon le Code de l'indigénat, s'il n'était pas citoyen français, il n'était pas autorisé à s'engager au sein d'organisations politiques ou syndicales. Son intérêt grandissant pour la politique constituait, sans doute, sa motivation principale[13].

En avril 1912, Hadj-Ali se maria pour la seconde fois. Sa femme, Adrienne Caroline Leblanc, venait de Rouen, en Normandie. Elle allait rester une compagne loyale et c'est son soutien qui rendit l'activité politique conséquente de Hadj-Ali possible[14]. Toutefois, la France restait une société profondément raciste, déterminée à s'accrocher à son empire. Malgré sa citoyenneté et son mariage, Hadj-Ali n'était aucunement assimilée à la société française. L'écrivain jamaïcain Claude McKay raconte la rencontre entre le leader communiste sénégalais Lamine Senghor et le propriétaire sénégalais d'un bar à Marseille, dans les années 1920. Le propriétaire du bar dit : « Je ne vois pas comment vous pourriez devenir un grand leader nègre tout en étant marié à une femme blanche ». Senghor répondit qu'il « ressentait encore plus fortement la condition des nègres justement parce qu'[il] était marié à une blanche[15] ». Il est probable que Hadj-Ali partageait ce sentiment.

Après son mariage, Hadj-Ali réalisa une autre ambition. Grâce aux économies de plusieurs années, et sans doute également à l'aide financière de sa femme, il acheta sa propre quincaillerie. Celle-ci se situait au numéro 39 de la rue de l'Arbre sec, dans le 1<sup>er</sup> arrondissement de Paris, non loin du Louvre et des Halles. Sa femme travailla conjointement avec lui dans le magasin. D'un point de vue économique, il avait un certain succès et devint relativement prospère. L'une des pièces servait de lieu de rencontre où Hadj-Ali s'entretenait avec ses amis algériens et engagea des discussions politiques avec eux. Un certain nombre de futurs militants — y compris Mahmoud Ben Lekhal — s'y rassemblaient et l'idée d'un parti révolutionnaire algérien y était discutée[16].

Dès son arrivée en France, Hadj-Ali s'intéressa fortement aux questions politiques. Bien qu'il souhaitait posséder sa propre boutique, il décida rapidement de devenir syndicaliste et rejoignit la CGT, principal corps syndical français. C'était la période d'une intense lutte des classes et l'armée était souvent mobilisée pour attaquer les ouvriers en grève. En 1907, des soldats tuèrent et blessèrent des vigneronnes qui protestaient à Narbonne, dans le sud de la France — bien que l'un des régiments se mutina et refusa de tirer[17]. La CGT s'engagea alors dans une véhémente campagne antimilitariste[18].

Nombre de militants de la CGT étaient syndicalistes — c'est-à-dire qu'ils pensaient que les syndicats étaient une expression politique adéquate de la classe ouvrière et que les partis politiques n'étaient pas nécessaires. Il semblerait que Hadj-Ali n'était pas convaincu par cet argument et, vers 1910, il entra au parti socialiste français (SFIO), dont les leaders les plus éminents étaient Jean Jaurès et Jules Guesde ; l'aile marxiste du parti était dirigée par Guesde et Paul Lafargue. Hadj-Ali était impressionné par le programme économique et social du parti, mais sans doute beaucoup moins par son attitude vis-à-vis du colonialisme. À cette époque, il y avait d'âpres débats au sein de la SFIO — et au sein de la Seconde Internationale, à laquelle elle était affiliée — sur la revendication d'indépendance des colonies. En ce qui concerne l'Algérie, la SFIO, dans sa grande majorité, privilégiait l'évolution par assimilation de la population indigène[19].

En août 1914, la Première Guerre mondiale éclata, et en septembre, Hadj-Ali fut mobilisé

dans l'armée. La guerre visait clairement à défendre l'Empire colonial français, il ne s'identifiait donc aucunement avec la cause nationale française, mais il n'avait pas le choix. Nous ne disposons que de peu d'informations quant à son sort pendant les années de guerre. Apparemment, il aurait été envoyé à l'hôpital après avoir été blessé à Bordeaux, où il resta jusqu'à la fin de la guerre[20]. Bordeaux étant assez loin de la ligne de front, on peut supposer qu'il se soit blessé pendant l'entraînement ou alors que ce fut un accident.

L'expérience qu'il fit du service militaire radicalisa encore davantage Hadj-Ali. Il vit les discriminations explicites contre les soldats d'Afrique et des autres territoires coloniaux. Ils étaient moins bien payés et avaient de moins bonnes rations ; ils étaient rarement promus. (Sur les 197 000 Nord-Africains qui ont combattu pendant la Première Guerre mondiale, aucun ne dépassa le rang de lieutenant[21].) S'ils étaient blessés, ils n'étaient pas autorisés à retourner en Algérie durant leur convalescence, et s'ils étaient tués, leurs corps n'étaient pas rendus à leur pays d'origine[22]. Et il n'y avait que peu de gratitude témoignée envers les troupes coloniales, une fois que celles-ci avaient fait leur devoir. Lorsque le malgache Jean Raliamongo, qui avait servi dans l'armée, candidata pour un emploi dans une compagnie de chemin de fer après la guerre, on lui répondit : « (...) le fait d'avoir servi dans l'armée française ne signifie pas que vous soyez Français[23]. »

Après la guerre, Hadj-Ali reprit ses activités politiques et syndicales. Il prit également part à des activités au sein de la communauté algérienne. Des associations informelles afin de récolter de l'argent pour les personnes dans le besoin, pour rendre visite aux personnes hospitalisées, pour aider les chômeurs, et pour embaucher des avocats pour le compte d'Algériens, étaient nécessaires[24]. De telles activités, bien qu'étant clairement une réponse au racisme inhérent à la politique française, se rapprochaient souvent plus de la philanthropie que de la politique. Mais c'était lié aux besoins des Nord-Africains en France et cela devait leur sembler plus concret que la perspective lointaine de l'indépendance nationale.

Mais la guerre avait amené avec elle des changements irréversibles. À la fin de la guerre, le président américain Wilson provoqua un enthousiasme considérable avec son appel à l'autodétermination ; nombreux étaient ceux, dans le monde colonial, à penser que ce principe s'appliquerait à eux. La Révolution russe eut un impact encore plus fort en ce qu'elle offrait la possibilité d'une rupture d'avec l'ordre ancien. Le congrès de Bakou, en 1920, représentait un appel direct aux opprimés des colonies à se joindre au prolétariat européen ; le président de l'Internationale Communiste, Zinoviev, alla jusqu'à proposer une révision du *Manifeste communiste* de Marx et Engel. Marx avait écrit « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », mais désormais, selon Zinoviev, il fallait remplacer cette phrase par : « Prolétaires de tous les pays, *opprimés du monde entier, unissez-vous* [25]! »

En décembre 1920, le Congrès de la SFIO vota pour s'affilier à l'Internationale Communiste ; la majorité quitta la SFIO et devint le Parti Communiste Français (PCF). L'un des aspects les plus importants lors du congrès était l'acceptation des « 21 conditions » d'affiliation à l'Internationale Communiste. La 8<sup>e</sup> condition posait que « [t]out Parti appartenant à la III<sup>e</sup> Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles, mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux[26]. » Au cours du congrès, un jeune délégué indochinois, Nguyễn Ái Quốc (plus tard connu sous le nom d'Hô Chí Minh) déclara que son pays d'origine

était « honteusement opprimé et exploité », et exhorta le parti à « faire de la propagande socialiste dans toutes les colonies[27]. » Pour Hadj-Ali cela ne faisait aucun doute. Au début de l'année 1921 il rejoignit le Parti Communiste Français nouvellement formé. C'était un jeune parti, rassemblant les espoirs de tous ceux que la Révolution russe inspira. Mais le parti était loin d'être homogène et n'était guère sous le contrôle de l'Internationale Communiste.

Le Paris des années 1920 offrait un environnement favorable aux activités anti-impérialistes. C'était une ville de plus en plus cosmopolite. Après les pertes terribles de la guerre, les ouvriers immigrés devaient être intégrés à l'industrie française. En 1924, il y avait entre 100 000 et 150 000 Nord-Africains en France, dont 75 000 dans la seule région parisienne. Généralement, ils se retrouvaient à faire les travaux les plus déplaisants, malsains et dangereux, dans les mines, les aciéries et les usines chimiques[28]. Les années 1920 virent le développement des cafés maures, qui servaient de la nourriture nord-africaine et où les ouvriers algériens se réunissaient pour se plaindre de leurs conditions de travail et discuter politique. Il y avait également beaucoup d'étudiants d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine — parmi ceux qui auront par la suite un impact international, on peut citer Zhou Enlai, Deng Xiaoping, Haya de la Torre ainsi que le marxiste péruvien Mariátegui. La perspective politique qui se fera par la suite connaître sous le terme de « tiers-mondisme » — l'« idée d'une solidarité anti-impérialiste entre plusieurs continents » — se développa d'abord dans le Paris des années 1920. Michael Goebel a décrit la ville, non sans raison, comme une « métropole anti-impériale[29] » [N.d.T. : du nom du titre anglais de l'ouvrage, la version française fut publiée sous le titre *Paris, capitale du tiers monde*].

Afin de profiter de ces nouvelles opportunités, le PCF mit sur pieds, en 1921, une organisation qui allait être connue sous le nom d'Union Intercoloniale (UIC). Le but était de rassembler des personnes des colonies françaises (bien que l'Algérie qui était, en réalité, une colonie était considérée comme faisant partie intégrante de la France) qui résidaient désormais en France, afin de les associer à des activités politiques et syndicales et de les préparer à la lutte anticoloniale. Celle-ci fut formée à l'initiative d'un avocat guadeloupéen, Max Clainville-Bloncourt, et commença en tant que modeste organisation, ne comptant que 200 membres à la fin de l'année 1921. Il y avait de nombreux Malgaches et Vietnamiens, et quelques Algériens, dont l'un n'était autre qu'Hadj-Ali, qui commença rapidement à jouer un rôle important et d' enrôler ses compatriotes algériens au sein de l'organisation. Initialement Nguyễn Ái Quốc était la figure dominante, mais lorsqu'il partit pour Moscou en 1923, Hadj-Ali lui succéda à cette place dirigeante. Hadj-Ali était donc l'un des noyaux qui posèrent les fondations des luttes anticoloniales à travers l'Empire français[30].

L'une des activités principales de l'UIC était de produire un journal, nommé *Le Paria*[31]. Il se peut que l'ensemble de la direction du PCF n'ait pas été enthousiaste quant à cette initiative ; les finances de celle-ci semblant être assez précaires. En 1923, la commission coloniale du PCF donna à l'UIC un subside d'à peine 100 francs - à peine plus de £50 [N.d.T. : environ 55€] d'aujourd'hui[32]. Il y avait de l'argent dans l'Internationale Communiste — le Parti Communiste Allemand avait de quoi publier 20 journaux différents (pour lesquels il ne pouvait trouver assez de rédacteurs[33]) — mais cet argent ne semble pas avoir trouvé son chemin jusqu'au *Paria*[34]. Le tirage total du journal ne dépassa pas les 3000, dont la majorité était distribuée à travers les divers territoires coloniaux ; il n'en restait que 500 à vendre aux étudiants et ouvriers en France[35]. La figure tutélaire était Nguyễn Ái Quốc, mais en 1923 il partit pour Moscou afin de travailler pour l'Internationale Communiste. Le journal était une véritable feuille de propagande dans laquelle était

Hadj-Ali devint un contributeur régulier du *Paria*. Il écrivait sous divers pseudonymes, comme « Ali Baba » et « Hadj Bicot ». « Bicot » étant une épithète raciste particulièrement offensante qui s'appliquait aux Nord-Africains, on peut considérer qu'il était pionnier dans la technique de subvertir le langage raciste et le retourner contre ceux qui l'utilisaient.

Il écrivit en particulier un article très percutant sous le titre ironique « Paris... ville lumière » sur la situation des ouvriers immigrés à Paris ; le gros de sa description allait être largement admis par de nombreux ouvriers immigrés par la suite :

Et pourtant, il y en a, des Algériens, à Paris. Ils sont des dizaines et des dizaines de milliers qui se tuent dans les usines, qui dépérissent dans les quartiers de Grenelle, dans les bouges du boulevard de la Gare, de la Villette.

(...) Ils vivent seuls, sans femme, imbus de leurs mœurs patriarcales. Ils ne peuvent amener celles qu'ils ont laissées là-bas. Ils préfèrent vivre dans l'abstinence, rogner sur le nécessaire pour envoyer à leurs enfants, aux vieux parents qu'ils ont laissés sous la botte du colonialisme[36].

Mais il ne se limitait pas à une description des souffrances des ouvriers nord-africains. Il s'impliquait également beaucoup pour tenter de syndiquer ses compatriotes. En 1921, il y eut une scission dans la CGT, entraînant la formation de la Confédération Générale du Travail Unitaire (CGTU). Les communistes étaient très actifs dans la CGTU. Un article dans *Le Paria*, sans doute écrit par Hadj-Ali, exhortait les ouvriers immigrés à rejoindre ce syndicat :

Dans les usines de France, vous avez appris que votre situation matérielle ne différait en rien de celle de vos frères ouvriers français. Vous avez vu que le prolétaire de n'importe quelle race était accablé sous le poids de la même exploitation, réduit à la même misère.

(...) Il est temps de vous réveiller de votre torpeur, ne soyez plus indifférents aux attaques du patronat, n'acceptez plus ses coups en fatalistes. Organisez-vous avec vos camarades ouvriers français ; adhérez en masse aux syndicats pour défendre vos salaires, pour revendiquer vos droits[37].

Il contribua également à d'autres publications du PCF. Un rapport de 1922, du Second Congrès Interfédéral Communiste de l'Afrique du Nord, largement dominé par les colons européens soutenait que « ce qui caractérise la masse indigène, c'est son ignorance. C'est, avant tout, le principal obstacle à son émancipation[38] ». Hadj-Ali répondit dans le *Bulletin Communiste* par une critique cinglante :

Il y a un danger évident à laisser le prolétariat indigène des colonies sous l'influence de la Bourgeoisie et à la disposition du militarisme et de l'impérialisme, sans le préparer à ne pas se laisser embrigader pour venir briser la révolution le cas échéant.

Croyez-moi, camarades, il faut vous rendre compte que toute indifférence à cet égard est un danger mortel pour la Révolution des pays comme la France, l'Angleterre et l'Italie.

Il faut vous rendre compte que dans toutes les colonies les travailleurs indigènes, grâce à la Révolution russe, se réveillent et commencent à chercher leur voie, afin d'arriver à briser leurs chaînes. (...)

Croyez-moi, camarades, les travailleurs indigènes sont plus accessibles à notre propagande et à nos idées qu'à ceux de la Démocratie périmée, ils sont payés pour cela. Ils n'oublient pas les promesses menteuses que leur ont faites les gouvernements bourgeois pendant la guerre du droit et de la civilisation pour les amener à la boucherie.

Si vous voulez réellement faire la Révolution, il vous faut non seulement entreprendre dès maintenant la neutralisation des prolétaires indigènes, non seulement acquérir leur sympathie, mais, par une propagande méthodique et vraiment communiste, vous préparer une garde révolutionnaire parmi eux, le cas échéant.

Cela, vous le pouvez, d'autant plus que tous les indigènes, depuis les intellectuels jusqu'aux plus primitifs, savent que la Révolution russe a libéré bien des peuples qui étaient sous le joug du tsarisme.

Aussi, que demandons-nous ?

1° Que le Parti trace une ligne de conduite générale pour ses militants et ses fédérations dans les colonies ;

2° Qu'il leur assigne, d'une façon précise, le but à atteindre ; faire de la propagande et du recrutement parmi les indigènes et, pour y parvenir, prendre comme plate-forme les revendications immédiates des indigènes, savoir :

Suppression du régime de l'indigénat ; droits de citoyens français pour tous ; suppression des tribunaux répressifs ; Égalité au point de vue juridique ; suppression des mesures administratives arbitraires qui astreignent la masse des paysans et ouvriers indigènes à toutes sortes de corvées et de contraintes indignes de la civilisation, etc., etc. Le résultat ne se fera pas attendre.

D'après nos camarades d'Algérie, la propagande et le recrutement parmi les indigènes sont choses très dangereuses. Je ne veux pas commenter, pour le moment, cette façon de voir. Je livre seulement ce fait à la méditation des militants de la métropole.

Il est temps que le Communisme ne soit plus limité à quelques Européens disséminés dans les colonies, alors qu'on laisse de côté des millions de prolétaires indigènes qui nous tendent la main. [\[39\]](#).

La liste de « demandes immédiates » de Hadj-Ali portait sur des questions qui affectaient directement la vie des Algériens ; il appelait à des « droits de citoyens français pour tous », mais n'évoquait pas l'indépendance nationale.

La première mise à l'épreuve de l'UIC et du *Paria* arriva en 1923. Le gouvernement français, en réaction aux réparations impayées, occupa la région allemande de la Ruhr. De nombreuses troupes parmi celles mobilisées pour l'occupation étaient composées de Nord-Africains ou de Sénégalais, ce qui entraîna une opposition raciste de la part des nationalistes allemands. Le PCF conduisit une campagne vigoureuse au sein des troupes françaises, défendant la fraternisation avec les ouvriers allemands. Le PCF avait déjà un journal pour les soldats, *La Caserne*, dont il se servait pour faire de la propagande antimilitariste. Une version bilingue (arabe/français) de ce journal était également publiée (*Al Kazirna*) et distribuée aux troupes nord-africaines dans la Ruhr. L'organisateur principal en était Mahmoud Ben Lekhal, mais Hadj-Ali était également très impliquée dans ce projet. Ben Lekhal fut arrêté et, suite à un jugement à Mayence, en 1924, fut condamné à cinq années de travaux forcés. Le PCF lança une vaste campagne en faveur de sa libération, comprenant un meeting avec Hadj-Ali, et Ben Lekhal fut libéré[40].

Le PCF combinait des activités légales et illégales. L'activité de Hadj-Ali suivant son engagement dans la Ruhr était strictement constitutionnelle. En mai 1924, le PCF présenta Hadj-Ali Abdelkader comme candidat aux élections législatives pour le second secteur de Paris. (Il était l'un des rares Algériens à posséder la nationalité française et donc à être éligible.) Une déclaration du PCF dans le quotidien *L'Humanité* exposait les objectifs du parti :

Il faut en effet que nos camarades se persuadent bien que, quelle que soit l'origine ou la couleur d'un travailleur, il appartient avant tout à la classe ouvrière. Le préjugé de la race est de ceux qu'un ouvrier conscient doit rejeter loin de lui. En ignorant ou, ce qui est pire, en méprisant l'ouvrier embauché aux colonies parce qu'il a d'autres coutumes, le travailleur français fait le jeu de son exploiteur.

Le capitalisme s'efforce justement d'exaspérer ces antagonismes de races pour mieux briser l'action de classe des travailleurs.

Le capitalisme français tient en réserve ses sujets coloniaux, comme briseurs de grève, comme troupes à lancer au besoin contre les travailleurs français[41].

Le fait que le PCF, dans son ensemble, était aussi sincère dans son antiracisme que ce que cette déclaration laisse entendre semble douteux. Claude Liauzu argue que la décision de présenter Hadj-Ali fut imposée par « une poignée d'activistes, quasi marginaux[42] » et que les communistes du second secteur étaient peu disposés à l'accepter.

Certains éléments permettent de soutenir l'assertion de Liauzu. Lorsque la première liste pour le second secteur fut publiée, le nom de Hadj-Ali n'y figurait pas[43]. Initialement, la liste devait être menée par Jacques Sadoul et Henri Guilbeaux, tous les deux condamnés à mort par contumace. Trois semaines plus tard, les autorités rendaient ces noms inéligibles et une liste révisée, incluant Hadj-Ali, fut publiée. La publication initiale de la nouvelle liste dans *L'Humanité* ne donna aucune explication quant à l'ajout du nom de Hadj-Ali et fit simplement référence à lui comme un « représentant en quincaillerie syndiqué[44] », sans faire référence à son ethnicité. Lorsque le PCF annonça cela lors de la fête du 1<sup>er</sup> Mai, moins de 15 jours avant les élections, il y avait 16 manifestations à Paris, chacune incluant environ 6 orateurs, Hadj-Ali ne fut programmé à prendre la parole dans aucune de celles-ci. C'est seulement dans la dernière semaine de la campagne qu'il prit la parole lors de



plusieurs meetings publics dans sa propre circonscription[45]. Il fit campagne dans des habits nord-africains distincts, portant un *burnous* (manteau) et coiffé d'une *chechia*[46].

Il semblait également qu'Hadj-Ali lui-même n'était guère enthousiaste à cette idée. Auparavant il avait affirmé au sein de la communauté algérienne qu'un Algérien se présentant aux élections du parlement français reconnaîtrait ainsi la légitimité de celui-ci et donc du statut juridique de l'Algérie comme faisant partie de la France. Il semble qu'il ait été sous pression, sans doute par une intervention de l'Internationale Communiste dont l'anti-impérialisme était, à l'époque, bien plus consistant que celui de la direction du PCF. Le biographe de Hadj-Ali, Abdellah Righi, défend l'idée que — et sans preuve plus concrète, il ne peut s'agir que de spéculations — Hadj-Ali passa une sorte de marché avec la direction du PCF, selon lequel il se présenterait à ces élections si le parti soutenait, en retour, son projet d'établissement d'un groupe politique nord-africain autonome[47].

Deux communistes furent élus dans cette circonscription comptant 11 membres ; Hadj-Ali obtint le score le plus bas de la liste. (Le vote se faisait par un système complexe de liste. Chaque parti présentait des listes pour des circonscriptions de plusieurs membres. Les électeurs votaient pour des individus, sur plus d'une liste s'ils le souhaitaient. Les sièges étaient répartis à la proportionnelle, sur la base du score moyen obtenu par la liste, mais c'était l'individu ayant récolté le plus de voix qui était choisi pour représenter la liste.) Les communistes élus obtinrent respectivement 41 601 votes et 40 569[48]. Il importe de se souvenir qu'une faible partie seulement de ses électeurs était composée de Nord-Africains, la majorité d'entre eux ne possédant pas la citoyenneté française.

Les résultats furent assez bons. Le candidat communiste ayant récolté le plus de voix, Garchery, enregistra en moyenne 800 voix de plus que n'importe quel autre candidat de la liste, sans doute pour des raisons dues à sa personnalité. Mais Hadj-Ali obtint 97,52 % des voix de Garchery et 99,48 % de la moyenne de la liste. Comme le montre Benjamin Stora, ce qui comptait avant tout pour les Algériens de France était de savoir comment il s'en était sorti[49]. Il semblait désormais possible d'envisager qu'un Algérien puisse être élu au parlement français sur la base d'un soutien des ouvriers français.

La campagne électorale allait avoir un autre résultat d'une grande importance, pas seulement pour Hadj-Ali, mais pour l'histoire de l'indépendance algérienne dans son ensemble. L'une des figures qui furent happées par cette campagne était un jeune Algérien de Tlemcen nommé Messali Hadj. Comme il l'écrit dans ses *Mémoires* :

Un jour, en sortant de mon travail, je me suis arrêté devant les panneaux d'affichage pour lire les dates des réunions électorales, le nom des orateurs et leur appartenance politique. J'ai vu tout à coup un nom arabe sur la liste. Hadj Ali Abdelkader se présentait aux élections comme candidat du Parti Communiste Français. J'étais étonné et ravi. Je suis allé à la réunion qu'il devait tenir dans une école de la Place de la Réunion, tout près de l'usine où je travaillais. Je l'ai entendu exposer le programme politique de son parti. J'ai vu qu'il était à la hauteur de sa candidature. En l'écoutant, je me sentais gagné par une grande fierté et une grande joie. Je l'ai vivement applaudi. En fin de réunion, je l'ai abordé, le saluant en arabe. Je l'ai félicité de son intervention où il avait dénoncé les injustices et le Code de l'indigénat. Nous avons échangé quelques paroles et des souhaits, puis nous nous sommes séparés après avoir arrêté une date de rendez-vous pour plus tard[50].

Ils se lièrent, ainsi que leurs femmes, rapidement d'amitié. Initialement du moins, Hadj-Ali était plus ou moins le professeur et Messali, qui était plus jeune d'une quinzaine d'années, son élève. Ils eurent de nombreuses discussions sur Lénine et sur la III<sup>e</sup> Internationale ; l'une de leurs discussions, vers la fin 1924, dura un après-midi entier[51]. Messali était extrêmement frappé par la connaissance qu'avait Hadj-Ali de « l'idéologie communiste, qu'il maniait avec une grande dextérité[52] ».

Hadj-Ali s'affirmait désormais comme une figure dominante du PCF. En 1924, il fut nommé membre de la commission coloniale du parti. (Un autre membre était Robert Louzon, qui avait été expulsé de Tunisie, après avoir aidé à mettre en place le premier journal communiste en langue arabe.) La commission fut réorganisée après le Cinquième Congrès de l'Internationale Communiste et Jacques Doriot y prit un rôle majeur (Doriot est célèbre pour être, par la suite, devenu pro-Nazi, mais à l'époque il était l'étoile montante du PCF et actif dans les campagnes anticoloniales.) Le 12 septembre 1924, Hadj-Ali prit la parole aux côtés de Doriot lors d'un meeting contre la guerre du Rif. Il lança un appel vibrant à l'unité entre *tous* les exploités, peu importe leur race, contre *tous* les exploités[53].

Hadj-Ali avait de fréquents désaccords avec Doriot, il privilégiait l'établissement d'un parti autonome des sujets coloniaux par rapport à la stratégie de l'Internationale Communiste de créer un parti nationaliste révolutionnaire nord-africain. En 1926, il fut écarté de la commission[54].

Au congrès du parti de janvier 1924, il fut élu au comité central, une position qu'il n'occupa que pendant une année[55]. En 1925, il visita Moscou et semblait avoir réagi plutôt positivement par rapport à ce qu'il avait vu. Messali Hadj rappelle que :

Hadj-Ali, à son retour à Paris, laissa entendre dans ses propos qu'il avait été très impressionné par ce qu'il avait vu, ainsi que par ses entretiens avec les chefs de la Russie soviétique. Tout était nouveau, tout était beau, tout était parfait et rien ne souffrait une remarque, encore moins une critique. Hadj-Ali nous apparaissait comme un pèlerin qui revient des Lieux Saints avec, dans sa poche, la pierre philosophale[56].

Durant toute cette période, Hadj-Ali resta un musulman pratiquant. En effet, la défense de la religion de son pays d'origine et de ses traditions culturelles était une part importante de sa défense en faveur des droits pour les Algériens. L'une de ses attaques les plus importantes contre l'impérialisme français était la manière dont celui-ci avait affaibli l'Islam à travers la fermeture des écoles, l'introduction d'autres religions, et l'encouragement à boire de l'alcool[57]. Comme le notait Messali, « [s]on long séjour en France et son appartenance au parti communiste français n'avaient pas du tout altéré son arabisme, ni sa foi islamique[58] ».

En 1924, Hadj-Ali écrivit un article pour *Le Paria* dans lequel il défendait l'idée que les communistes devaient adopter une position non polémique envers l'Islam[59]. Le PCF était fortement marqué par la tradition de la laïcité, qui était très importante pour la gauche française[60], mais il ne semble pas qu'il y ait eu de pression sur lui afin qu'il renie ou minimise son héritage religieux. Le PCF de l'époque semblait considérer que les croyances religieuses relevaient du choix privé. Dans le même temps, il ne semblait pas être dogmatique dans sa religiosité. Un récit d'amis algériens visitant son foyer narre les débats passionnés, lorsque certains de ses amis « à coup de poings redoublés sur la table qui

souvent provoquaient les alarmes de Madame Hadjali pour sa vaisselle, essayaient (...) de nous convertir aux thèses de la primauté exclusive de la matière sur l'idée[61] ». À une autre occasion, il conseilla à Messali de ne pas trop insister sur la religion et l'histoire de l'Empire arabe dans ses discours[62].

En 1925, la position du PCF sur la question coloniale commençait à changer. Lénine était mort et Staline connaissait un certain succès avec sa théorie du « socialisme dans un seul pays », bien qu'en 1925 toutes les implications de cette théorie n'avaient pas encore été développées. Finalement, *Le Paria* cessa de paraître en avril 1926. Plutôt qu'une organisation anticoloniale générale, Hadj-Ali s'impliqua désormais dans la mise en place d'une organisation spécifiquement destinée aux ouvriers nord-africains. Celle-ci allait devenir l'Étoile Nord-Africaine (ENA). Il y a toujours des controverses historiques quant à la date précise à laquelle l'ENA fut fondée, mais bien que les origines de l'organisation puissent remonter à plus tôt, il semble que celle-ci ne fut rendue publique que lors d'un meeting de juin 1926[63]. Elle comportait des ouvriers de Tunisie, du Maroc et d'Algérie[64]. (Un grand nombre d'étudiants tunisiens et marocains arrivaient à Paris, y compris Habib Bourguiba, qui allait devenir le premier président de la Tunisie indépendante[65].) Son noyau initial était composé de quelque 8000 ouvriers nord-africains qui étaient syndiqués à la CGTU. (Sur un total de plus de 100 000 ouvriers nord-africains vivant en France.) Le fait qu'un tel degré de syndicalisation ait pu être atteint était le résultat du dur travail de Hadj-Ali et de ses camarades durant les trois années précédentes[66].

Au cours des années 1926 et 1927, l'ENA tint un certain nombre de meetings publics dans la région parisienne, le plus important attirant plusieurs centaines de personnes. Un dîner fut également organisé pour les étudiants. Le thème de campagne principal était l'abolition du Code de l'indigénat, la liberté de circulation entre l'Algérie et la France ainsi que la liberté de la presse et de réunion. En 1928, alors que l'ENA était en train de rompre ses liens avec le PCF, il y eut un basculement de grands meetings vers des réunions plus modestes dans des quartiers comptant une importante population nord-africaine[67].

Historiquement, le nom de Messali Hadj est associé à l'ENA ; ayant été son dirigeant pendant d'aussi nombreuses années ainsi que celui de l'organisation qui succéda à l'ENA. Il y a donc eu certaines affirmations selon lesquelles il en était le leader. Le nom de Hadj-Ali a très largement disparu de l'histoire. Pourtant, il est clair qu'au moment de la fondation de l'ENA, c'est Hadj-Ali qui joua le rôle clé, et que celui-ci était le dirigeant de l'organisation dans ses premières années. En 1948, La République algérienne publia une lettre de Hadj-Ali, alors proche de la mort, dans laquelle il fit un effort final afin de faire valoir son rôle historique :

(...) c'est moi qui avais rédigé les statuts et proposé le nom qui a été accepté d'emblée. (...) Messali était une recrue comme tous les militants de la première heure. D'ailleurs, il militait en dilettante, il n'était pas assidu à nos réunions et quand il venait, il était toujours en retard. Néanmoins, je le tenais pour un nationaliste sincère. (...) J'ai dirigé l'association jusqu'en 1928. Messali de 1924 à 1926 n'avait jamais parlé en public[68].

Hadj-Ali défendait manifestement sa réputation, et d'autres auraient sans doute narré l'histoire différemment, mais il semble clair qu'il joua un rôle central dans la fondation de l'ENA, et qu'à l'époque il était plus expérimenté et politiquement plus mature que Messali.

Le lancement de l'ÉNA fut fait avec le soutien et les encouragements du PCF. Michael Goebel, mobilisant des documents et des comptes rendus des archives du PCF, a affirmé qu'initialement Hadj-Ali et Messali étaient plus préoccupés par les droits civiques que par la souveraineté nationale, et que ce fut seulement sous pression du PCF qu'ils acceptèrent d'aborder la revendication à l'indépendance algérienne :

Hadj-Ali préférait encore parler « d'émancipation totale » en juillet 1926. L'emploi du terme « indépendance » risquait d'après lui d'éloigner les « nationalistes bourgeois » (...) Les deux fondateurs de l'Étoile rechignaient encore à utiliser ce terme en octobre, craignant de faire fuir leurs membres, des travailleurs nord-africains de Paris désireux d'obtenir les droits civils de l'État impérial français et non la souveraineté algérienne[69].

La stratégie du PCF envers l'Afrique du Nord était très influencée par les positions adoptées par l'Internationale Communiste. En Chine, le Parti Communiste Chinois émergent fut chargé par l'Internationale de se subordonner au Guomindang nationaliste. Cette alliance dura jusqu'à ce que les communistes de Shanghai soient massacrés par les forces du Guomindang en avril 1927[70]. Au cours de l'année 1925, il y eut des discussions au sein du PCF quant à l'établissement d'un Guomindang nord-africain, ce qui mena à la formation de l'ÉNA[71].

Cela impliqua, en particulier, une coopération avec l'émir Khaled, qui était un nationaliste pur et simple, mais qui s'était constitué un groupe de partisans en Algérie en travaillant de l'intérieur des institutions électorales prévues par l'État français pour la population musulmane. Originellement, Hadj-Ali et le PCF étaient hostiles à Khaled. En 1922, Hadj-Ali avait expliqué pourquoi *Le Paria* rejetait les propositions à une représentation parlementaire pour les indigènes d'Algérie :

Parce que nous ne voulons pas de représentation à part ; parce que nous considérons que c'est une duperie que de faire croire aux indigènes que, lorsqu'ils seront représentés par deux ou trois *beni-oui-oui*, ou un agitateur ambitieux comme Khaled, que l'œuvre de justice à laquelle ils aspirent et que nous réclamons de toutes nos forces sera réalisée[72].

Mais en 1924, Hadj-Ali semblait avoir compris la nécessité de coopérer avec Khaled dans l'esprit du Front Unique. En juillet 1924, le PCF et l'UIC aidèrent à organiser deux grands meetings à Paris lors desquels Hadj-Ali partageait la tribune avec Khaled[73]. Khaled devint président honoraire de l'ÉNA, bien qu'il ne joua pas de rôle actif au sein de l'organisation[74].

En février 1927, Hadj-Ali et Messali assistèrent au congrès mondial des peuples opprimés à Bruxelles, organisé par la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale, soutenue par l'Internationale Communiste. Le discours percutant que fit Messali, dénonçant le rôle de l'impérialisme français en Algérie, marqua le début de la carrière de celui-ci en tant que leader politique :

Bien loin d'apporter à ce pays l'aide qu'il aurait pu utiliser pour se développer, l'impérialisme français a joint à l'expropriation et à l'exploitation, la domination

politique la plus réactionnaire, privant les indigènes de toute liberté de coalition, d'organisation, de tous droits politiques et législatifs, ou bien n'accordant des droits qu'à une toute petite minorité d'indigènes corrompus.

À cela, s'ajoute l'abêtissement systématique obtenu par l'alcool, l'introduction de nouvelles religions, la fermeture des écoles de langue arabe existant avant la colonisation. Et enfin, pour couronner son œuvre, l'impérialisme enrégimente les Indigènes dans son armée en vue de poursuivre la colonisation, pour servir dans les guerres impérialistes et pour réprimer les mouvements révolutionnaires dans les colonies et dans la métropole.

C'est contre cette politique coloniale, contre cette oppression que les populations laborieuses d'Afrique du Nord ont mené et mènent encore une action permanente par tous les moyens dont elles disposent pour atteindre l'objectif qui renferme leurs aspirations de l'heure présente, l'Indépendance nationale[75].

Par la suite, Hadj-Ali affirmera avoir écrit ce discours ; Messali donne, quant à lui, une version différente[76]. Quelle que soit la vérité, il semble clair que Hadj-Ali était le dirigeant de premier plan et qu'il essayait de faire de Messali un leader.

Mais dès 1926, si ce n'est plus tôt, des divergences firent leur apparition entre Hadj-Ali et le PCF. Hadj-Ali avait été un membre loyal et fidèle du PCF, combinant une bonne connaissance du marxisme à ses idées nationalistes et religieuses. Mais, finalement, c'était la question de l'Algérie, plus que n'importe quoi d'autre, qui le motiva. Dans le même temps, le PCF, qui avait initialement encouragé l'auto-organisation des militants coloniaux, devenait plus manipulateur, très préoccupé par l'exercice du contrôle du parti sur les organisations étant dans son orbite.

Il y avait également d'importants changements au sein de l'Internationale Communiste. La théorie de Staline du « socialisme dans un seul pays » avait déjà engendré une certaine désorientation, notamment en Chine, mais la politique de l'Internationale continuait de suivre la tradition du Front Unique mis en place en 1922[77]. Mais en 1928, l'Internationale abandonna le front unique en faveur de l'analyse désastreusement sectaire de la « troisième période », qui mena à l'affirmation selon laquelle les sociaux-démocrates étaient réellement des « sociaux-fascistes ». Pour les leaders de l'ENA, cela signifiait une inévitable séparation d'avec une Internationale Communiste extrêmement sectaire et manipulatrice.

Une telle tension grandissante entre le PCF et les leaders de l'ENA était devenue inévitable. C'est Hadj-Ali qui avait encouragé Messali à s'engager dans l'ENA et en avait fait un organisateur politique à temps plein[78]. Le PCF payait ses salaires. Mais en 1927, Hadj-Ali dut annoncer à son ami et protégé que le parti ne le payerait plus, et Messali dut trouver un emploi dans un magasin. Messali accepta cette décision et resta un membre du PCF[79].

La position de Hadj-Ali semble avoir été que l'ENA doive rester une organisation autonome, indépendante du contrôle du PCF, alors qu'il était assez ouvert quant à son propre engagement communiste. Le procès-verbal d'une réunion internationale du PCF de 1926 rapporte que si on lui demandait, il dirait : « je suis communiste (...), mais je suis aussi musulman, c'est pourquoi j'ai adhéré à l'Étoile nord-africaine[80] ». Il continuait à défendre la formation d'un Parti Communiste autonome ou du moins un Parti Communiste nord-africain, en France et la création d'un parti nationaliste en Algérie. Mais on l'accusa de

vouloir créer un parti dans le parti. Les différences avec la direction du PCF devenaient plus nettes.

Certaines réunions de l'ENA furent très tumultueuses. Un ouvrier de Renault, Banoune Akli, rappelait :

En novembre 1927, une deuxième assemblée générale fut tenue au 11, rue des Gracieuses. Au cours des débats, les tendances nationalistes se précisèrent nettement. Une motion réclamant l'indépendance de l'Algérie ayant été adoptée à une forte majorité, tous les éléments, tels Abdelkader Hadj Ali, qui pensaient utiliser les Algériens comme une masse de manœuvres au profit du Parti communiste français protestèrent puis quittèrent la salle. Des Français, sympathisants de l'Étoile nord-africaine, les suivirent. Par la suite, les communistes commencèrent à bouder l'Étoile nord-africaine[81].

La nature de ces disputes n'était pas totalement claire et il semble que Hadj-Ali se comportait toujours comme un membre discipliné du parti. Mais il y avait manifestement quelque chose qui ne tournait pas rond. Lors d'une autre réunion de militants et de travailleurs nord-africains en 1928, où l'on posa la question suivante aux participants : « [d]ésirez-vous dépendre du Parti communiste français ou constituer une organisation indépendante sur la base nationale ? », la seconde option l'emporta à l'unanimité[82].

En 1928, Hadj-Ali semblait s'être retiré du militantisme qui avait consumé sa vie depuis 1921. Voyant en Messali son successeur, il transmet la direction de l'ENA au jeune homme[83]. Le PCF retira son soutien à l'ENA et Hadj-Ali s'éloigna du parti. Il fut finalement exclu du PCF, probablement en 1930, pour s'être présenté aux élections municipales sans la permission du parti[84]. On ne sait que peu de choses sur cet épisode, mais ce n'était que la consommation finale d'une rupture qui se développait depuis un certain temps.

Néanmoins, Hadj-Ali resta très actif au sein de l'ENA, qui faisait face à d'énormes difficultés à cause de la répression d'État et du retrait du soutien du PCF. En janvier 1929, il présida un meeting de 1200 personnes (attirés par un tract promettant que l'émir Khaled prendrait la parole, bien qu'il ne se soit pas présenté)[85]. Jusqu'en 1930, l'ENA n'avait pas de journal et promouvait sa politique par des tracts et des réunions publiques. En octobre 1930, Hadj-Ali joua un rôle clé dans la fondation du journal *El-Ouma*, duquel il fut le premier rédacteur en chef. Néanmoins, il semble qu'il ait pris de la distance avec cette activité début 1932[86]. En 1931, il faisait toujours partie de la direction de l'ENA[87].

En 1930, la vie de Hadj-Ali changea sur d'autres aspects. Malgré son intense activité politique, sa quincaillerie avait prospéré. C'était, sans aucun doute, dû à l'important travail de sa femme, qui géra la boutique durant ses nombreuses absences pour raison politique. Elle joua également le rôle de guide pour les nombreux contacts politiques qui visitaient les locaux. Bien qu'elle ne semble pas avoir été directement impliquée dans des activités politiques, elle partageait l'engagement de son mari et y contribua grandement ; sans elle, la carrière politique de Hadj-Ali aurait été difficilement possible[88].

En 1928, il fit construire une maison à Brunoy, un village situé à une trentaine de kilomètres au sud de Paris. Le couple y emménagea en 1930 ; il prenait plaisir à ce cadre rural, qui devait lui rappeler la région agricole dans laquelle il avait grandi. Messali Hadj faisait référence à sa nouvelle maison, sans doute ironiquement, comme à un « ranch[89] ».

Ayant vendu sa boutique prospère à un bon prix, il cherchait de nouveaux domaines d'investissement. Il commença par acquérir une propriété à Montgeron, une commune proche de Brunoy. Il acquit également un café, une série d'immeubles à louer, une compagnie de bus, un grand garage et un cinéma. Sans surprise, certains de ses opposants politiques l'accusèrent de s'être embourgeoisé. Cependant, il est à noter qu'il était généreux avec son argent et qu'il faisait des dons à des œuvres de charité ou pour des causes politiques[90].

Alors qu'il commençait à prendre ses distances avec l'engagement politique direct, son amitié avec Messali commença également à s'éroder. Vers 1930, Messali et sa femme passaient encore leurs week-ends avec Hadj-Ali à Brunoy. Mais Messali rapporte que « tout en restant courtois, il était gêné et peu à son aise avec moi[91] ».

Sous la direction de Messali, l'ENA fit d'importants progrès ; des réunions fructueuses furent tenues dans plusieurs villes françaises, et en 1934, le tirage de *El-Ouma* avait atteint 40 000[92]. De novembre 1934 à mai 1935, Messali était en prison, signe que le gouvernement percevait son mouvement comme une vraie menace[93]. En juin 1936, juste après l'élection du gouvernement de Front Populaire, l'ENA organisa une importante manifestation. Messali et Hadj-Ali ne s'étaient pas vus depuis un moment, mais ils se saluèrent cordialement[94].

En janvier 1937, le gouvernement du Front Populaire, soutenu par les communistes, prit la décision de dissoudre l'ENA. Quelques jours après, l'Humanité publia un long article critiquant l'« hostilité des chefs de l'Étoile nord-africaine à notre parti et au Front populaire » ; il ne condamnait aucunement la dissolution[95].

Le 11 février, une réunion publique fut organisée à Paris pour protester contre l'interdiction de l'ENA, avec quelque 3500 personnes entassées dans la salle. Messali prit la parole en personne, et parmi les autres intervenants, on comptait Hadj-Ali[96]. Un mois plus tard, à Nanterre, dans la banlieue de Paris, un autre meeting fut tenu afin de lancer une nouvelle organisation, le Parti du Peuple Algérien (PPA), qui, dans les faits, continuait le travail de l'ENA. Une fois de plus, Hadj-Ali était présent, et fut parmi les fondateurs du PPA. C'est la dernière fois qu'il voyait Messali[97]. Bien qu'il ne fût plus aussi actif, Hadj-Ali n'avait clairement pas renoncé aux idées dans lesquelles il croyait.

À présent, Messali et Hadj-Ali étaient tous deux désillusionnés par rapport au PCF. Il y avait d'autres forces à la gauche du PCF — le groupe autour de Pierre Monatte et *La Révolution prolétarienne*, les trotskystes, et l'aile gauche, assez importante, du Parti Socialiste, menée par Marceau Pivert. Messali était en contact avec ceux-ci[98], mais il ne semble pas que Hadj-Ali se soit tourné vers eux. Sans doute l'expression « chat échaudé craint l'eau froide » aurait pu résumer ses sentiments. En 1935, il devint rédacteur d'un autre journal, *Le Peuple algérien*, pour lequel il écrivit jusqu'à l'irruption de la Seconde Guerre mondiale[99].

Durant l'occupation allemande de la France (1940-44), il semble qu'il n'ait eu aucune activité politique. Quelques nationalistes algériens, voyant dans l'impérialisme français l'ennemi principal, croyaient, à tort, pouvoir tirer quelque avantage de la collaboration avec les nazis, mais il n'y a aucune preuve concernant un rôle quelconque que Hadj-Ali aurait pu jouer là-dedans[100].

Les dernières années de Hadj-Ali furent misérables. Après la libération, il acheta deux restaurants, mais aucun des deux ne marcha. Sa carrière commerciale prit fin en même temps que sa santé se détériorait sérieusement. Il avait été un grand fumeur et souffrait à

**Hadj-Ali Abdelkader : un musulman communiste dans  
les années 1920**

<https://www.contretemps.eu> redaction  
présent d'une sérieuse infection pulmonaire, il fut hospitalisé en 1947 et y resta jusqu'à sa  
mort en mai 1949[101].

Depuis son lit de mort, il écrivit une dernière lettre — une sorte de testament. Il s'agit d'une lettre à *La République algérienne*, citée plus haut, dans laquelle il réaffirmait avoir été le fondateur principal de l'ENA. *La République algérienne* était le journal de l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (UDMA), menée par Ferhat Abbas. (À cette époque, Abbas était un nationaliste modéré, qui appelait à la formation d'un État algérien avec l'aide de la France. Il rejoignit par la suite le FLN — Front de Libération Nationale.) Dans la même lettre, Hadj-Ali déclarait être en accord total avec la doctrine et la tactique de l'UDMA[102]. Mais il est clair qu'il défendait son engagement passé et qu'il continuait à soutenir l'indépendance algérienne.

La disparition de Hadj-Ali de l'histoire n'est guère surprenante. Une grande part de ceux qui jouèrent des rôles clés dans les premières années du PCF a disparu dès 1930 et est oubliée par la plupart des historiens du parti[103]. Messali conserva son organisation sous divers noms[104], mais au début des années 1950, il y eut une scission avec l'émergence du FLN, qui portait également la lutte pour l'indépendance algérienne, mais qui mena également une lutte fratricide contre l'organisation de Messali, le Mouvement National Algérien, qui fit des milliers de morts[105]. La conséquence en fut qu'il fallut attendre longtemps avant que le rôle de Messali dans l'histoire du nationalisme algérien ait la place qu'il mérite ; mais aujourd'hui, l'aéroport de Tlemcen, lieu de naissance de Messali, se nomme « aéroport Messali El Hadj ». Toutefois, son mentor Hadj-Ali disparut assez largement de l'histoire.

Hadj-Ali ne fut qu'un parmi d'autres de sa génération, talentueux et révolutionnaire dévoué dont les espoirs et aspirations initiaux furent finalement frustrés par la dégénération de l'Internationale Communiste et la montée du stalinisme. Mais pendant des années, il contribua grandement au mouvement et mérite que l'on se souvienne de lui.

*Merci à Tithi Bhattacharya pour m'avoir encouragé à écrire cet article.*

**Traduit de l'anglais par Selim Nadi.**

**Cet article a initialement été publié dans l'*International Socialist Review (ISR)*, n° 105 (été 2017) : <http://isreview.org/issue/105> .**

## Notes

[1] J. Wolfreys, « After the Paris Attacks: An Islamophobic Spiral », *International Socialism* 146 (2015), <http://isj.org.uk/after-the-paris-attack/>.

[2] Voir John Riddell (dir.), *To See the Dawn: Baku, 1920, First Congress of the Peoples of the East* (New York : Pathfinder Press, 1993).

[3] John Riddell (dir.), *Toward the United Front: Proceedings of the Fourth Congress of the Communist International 1922* (Chicago : Haymarket Books, 2012), 685.



[4] Leon Trotsky, « On the National Question », Pravda, 1<sup>er</sup> Mai 1923 ; dans *In Defense of the Russian Revolution*, Al Richardson (dir.) (Londres : Porcupine Press, 1995), 181.

[5] Abdellah Righi, *Hadj-Ali Abdelkader* (Alger : Casbah éditions, 2006).

[6] Voir : Ian Birchall, « À BAS L'INDIGÉNAT ! », Parti des Indigènes de la République, <http://indigenes-republique.fr/these-sur-lindigenat-precede-dune-presentation-de-ian-h-birchall-les-communistes-contre-le-code-de-lindigenat/>

[7] Roger Murray and Tom Wengraf, « The Algerian Revolution – 1 », *New Left Review* 1, n°22 (décembre 1963), 25.

[8] Malika Rebai Maamri, *The State of Algeria: The Politics of a Post-Colonial Legacy*, I.B.Tauris, Londres, 2015, 3.

[9] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 37.

[10] *Ibid*, 39-40.

[11] *Ibid*, 41-43.

[12] *Ibid*, 45-46.

[13] *Ibid*, 48-50.

[14] *Ibid*, 50.

[15] Michael Goebel, *Anti-Imperial Metropolis*, Cambridge University Press, Londres-New-York, 2015, p. 97.

[16] Righi, *op. cit*, 51.

[17] Paul B. Miller, *From Revolutionaries to Citizen*, Duke University Press, Durham, NC, 2002, 77.

[18] Voir : Ian Birchall, « Le Sou du soldat », <http://grimanddim.org/historical-writings/le-sou-de-soldat/>

[19] Righi, *op.cit.*, 68, 77 – 80.

[20] *Ibid*, 52.

[21] M. Kaddache, *Histoire du nationalisme algérien*, éditions Casbah, Alger, 1981, 89.

[22] Righi, *op. cit*, 80-81.

[23] *Le Paria*, n° 2, mai 1922, 1.

[24] Righi, *op. cit.*, 65-66.

[25] *Le Premier congrès des peuples de l'Orient. Bakou 1920*, éditions de l'Internationale Communiste (1921), réédition en fac-similé, La Brèche et Radar, Paris, 2017, p. 194.

[26] *Terms of Admission into Communist International* :

[27] Cité dans les *Ecrits* de Ho, éditions en langues étrangères, Hanoï, 1971, 121-22 ; Une autre version de ce discours fut publié dans *La Vie ouvrière*, 31 Décembre, 1920, 3.

[28] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 63, 73.

[29] M Goebel, *Anti-Imperial Metropolis*, 279.

[30] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 86-88.

[31] Voir : Ian Birchall, « "Le Paria". Le Parti communiste français, les travailleurs immigrés, et l'anti-impérialisme (1920-24) », *Contretemps*,  
<https://www.contretemps.eu/le-paria-le-parti-communiste-francais-les-travailleurs-immigres-et-lanti-imperialisme-1920-24/>

[32] Claude Liauzu, *Aux Origines des tiers-mondismes*, L'Harmattan, Paris, 1982, p. 109.

[33] Isaac Deutscher, « Record of a Discussion with Heinrich Brandler », *New Left Review* 1, n° 105, 1977.

[34] Concernant la radinerie de l'Internationale Communiste vis-à-vis du financement des activités anti-impérialistes, voir : Hakim Adi, *Pan-Africanism and Communism*, African World Press, Trenton NJ, 2013.

[35] Liauzu, *Aux Origines des tiers-mondismes*, 110.

[36] *Le Paria*, n°22, Janvier 1924, 1.

[37] *Le Paria*, n°21, Décembre 1923, cité dans Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 70-71.

[38] *Bulletin Communiste*, 7 Décembre 1922.

[39] Hadj-Ali Abdelkader, « L'action coloniale », *Contretemps*,  
[http://www.contretemps.eu/hadj-ali-abdelkader-bulletin-communiste/#\\_ftn2](http://www.contretemps.eu/hadj-ali-abdelkader-bulletin-communiste/#_ftn2)

[40] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 163-64.

[41] *L'Humanité*, 8 Avril 1924, 4.

[42] Liauzu, *Aux Origines des tiers-mondismes*, 18.

[43] *L'Humanité*, 5 Avril 1924, 4.

[44] *Ibid*, 25 Avril 1924, 2.

[45] *Ibid*, 28, 28 Avril, 7, 8, 9 Mai 1924.

[46] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 104.

[47] *Ibid*, 100-103.

[48] *L'Humanité*, 13 Mai 1924, 1 ; *Le Temps*, 13 Mai 1924, 8.

[49] Benjamin Stora, *Messali Hadj*, Fayard, Paris, 1986

[50] *Les Mémoires de Messali Hadj*, éd. Lattès, Paris, 1982, 136. Les *Mémoires* de Messali furent édités et raccourcis après sa mort, à partir d'un manuscrit incomplet. Elles n'en constituent pas moins une source de valeur. Voir J Simon, *L'Etoile Nord-Africaine*, L'Harmattan, Paris, 2003, 292-93.

[51] *Les Mémoires de Messali Hadj*, 138.

[52] Ibid, 137.

[53] Ibid, 2.

[54] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 92-93.

[55] Ibid, 97.

[56] *Les Mémoires de Messali Hadj*, 146.

[57] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 206.

[58] *Les Mémoires de Messali Hadj*, 137.

[59] *Le Paria*, n°25, Avril-Mai 1924.

[60] Voir : Ian Birchall, «From the Schoolroom to the Trenches : Laïcité and its Critics », <http://grimanddim.org/historical-writings/2015-from-the-schoolroom-to-the-trenches/>

[61] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 212.

[62] Ibid, 185.

[63] Ibid, 132-34, 142-46.

[64] Ibid, 142.

[65] Goebel, *Anti-Imperial Metropolis*, 144-45.

[66] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 73.

[67] Simon, *L'Etoile Nord-Africaine*, 251-52.

[68] *La République algérienne*, 24 Décembre 1948, cité dans : Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 130-32.

[69] M Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, éditions la découverte, Paris, 2017, 263.

[70] Voir : H R Isaacs, *The Tragedy of the Chinese Revolution*, Haymarket Books, Chicago, 2010.

[71] Simon, *L'Etoile Nord-Africaine*, 64.

[72] *Le Paria*, n°9, Décembre 1922, 1.

[73] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 188-89.

[74] Simon, *L'Etoile Nord-Africaine*, 240.

[75] Ibid, 95.

[76] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 188-89.

[77] Voir : Riddel (dir.), *Toward the United Front : Proceedings of the Fourth Congress of the Communist International 1922*.

[78] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 186.

[79] Simon, *L'Etoile Nord-Africaine*, 106.

[80] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 58.

[81] Kaddache, *Histoire du nationalisme algérien. Tome I : 1919-1939*, éd. Paris-Méditerranée, Paris, 2003, 169-170.

[82] Ibid, p. 216.

[83] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 190.

[84] Ibid, 97-98.

[85] Simon, *L'Etoile Nord-Africaine*, 131.

[86] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 120-23.

[87] Simon, *L'Etoile Nord-Africaine*, 253.

[88] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 198.

[89] *Les Mémoires de Messali Hadj*, 141.

[90] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 53-55.

[91] *Les Mémoires de Messali Hadj*, 161.

[92] Simon, *L'Etoile Nord-Africaine*, 161.

[93] Ibid, 162-64.

[94] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 192-93.

[95] J.Moneta, *Le PCF et la question coloniale*, éd. Maspéro, Paris, 1971, 115.

[96] Simon, *L'Etoile Nord-Africaine*, 221.

[97] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 193.

[98] Simon, *L'Etoile Nord-Africaine*, 308.

[99] Righi, *Hadj-Ali Abdelkader*, 124-25.

[100] Ibid, 126-28.

[101] Ibid, 55-56. Dans son *Dictionnaire biographique de militants nationalistes algériens* (L'Harmattan, Paris, 1985), Benjamin Stora donne 1957 comme la date de son décès.

[102] Stora, *Dictionnaire biographique de militants nationalistes algériens*, 55.

[103] Voir : Ian Birchall, « PCF : The Missing Founders »,

[104] <http://grimanddim.org/historical-writings/2011-pcf-the-missing-founders/>. Le Parti du Peuple Algériens (avec une aile légale : Le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) et plus tard Le Mouvement National Algérien.

[105] Voir : B Stora, *Messali Hadj (1898-1974)*, Ian Birchall, "A Note on the MNA", *Revolutionary History* 10, n°4, 2012.